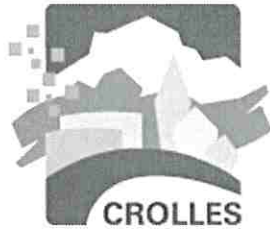


Service : FINANCES

N° : 197-2024



Département Isère – Canton du Moyen Grésivaudan – Commune de Crolles

Arrêté du Maire

Objet : DELEGATION DE SIGNATURE EN MATIERE DE DEPENSES

Le Maire de la commune de Crolles,

Vu le Code général des collectivités territoriales et, notamment, son article L2122-19,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération 053-2020 du 11 juillet 2020, portant délégation du Conseil Municipal au Maire, complétée par la délibération 089-2021 du 15 octobre 2021,

Vu l'arrêté 226-2023 du 1^{er} août 2023 portant délégation de signatures en matière de dépenses aux responsables de pôle,

Considérant que dans un souci de bonne administration locale, il est nécessaire de donner une délégation générale à certains agents en matière de dépenses, et notamment les responsables de pôle,

Considérant les mouvements de personnel intervenus dans les services pour lesquels il convient d'abroger l'arrêté 226-2023 cité ci-dessus,

A R R E T E

ARTICLE 1° - Monsieur Philippe LORIMIER, Maire de Crolles, donne, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature

- Aux Responsables de Pôles : Marie ALIAS, Sandra BEN MILED, Nicolas BURDIN, Dominique GRIMAUULT, Florence GRIMONNET, Béatrice LAHELLEC, Cyrielle MAYO DE VOS, Mylène OGIER, Diane VAN PUYVELDE
- Au Chef du service « Logistique » : Patrick SEINE

pour :

- les bons de commande et lettres de commande d'un montant maximum de 1 000 € HT,
- les devis d'un montant maximum de 1 000 € HT

ARTICLE 2° - L'arrêté n°226-2023 en date du 1^{er} août 2023 est abrogé.

ARTICLE 3° - Le Maire de Crolles et le comptable assignataire de la Trésorerie de Touvet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont ampliation sera transmise au préfet.

Acte certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de sa publication le de sa notification le et de sa transmission en Préfecture le

Pour le Maire, par délégation, Xavier PICAUVET, Directeur général des services.

A Crolles, le 24 JUL. 2024
Philippe LORIMIER
Maire de Crolles



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche interrompant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.